

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE Hôtelière Touristique & Balnéaire - Marhaba -
Siège social : Boulevard 7 Novembre -4039 SOUSSE-

La Société Hôtelière Touristique & Balnéaire -Marhaba- publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2009. Ces états sont accompagnés du rapport général des commissaires aux comptes, Mr. Abdelaziz KRAMTI et Mr Radhouen ZARROUK.

BILAN AU 31/12/2009 - Exprimés en DT

Actifs	Notes	31/12/2009	31/12/2008
ACTIFS NON COURANTS			
ACTIFS IMMOBILISES			
Immobilisations incorporelles	1	10 165 113	10 085 679
- Amortissements	2	(1 042 451)	(984 148)
Ecarts d'acquisitions	3	3 110 878	3 349 693
- Amortissements	4	0	0
Immobilisations corporelles	5	426 666 703	343 654 164
- Amortissements	6	(167 091 127)	(153 745 620)
Immobilisations financières	7	73 706 623	66 202 702
Titres mis en équivalence	8	6 806 491	6 561 205
- Provisions	9	(1 742 386)	(2 301 014)
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES		350 579 844	272 822 662
Autres actifs non courants	10	1 513 628	675 840
Impôts différés actifs	11	4 662 640	6 041 405
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		356 756 112	279 539 907
ACTIFS COURANTS			
Stocks	12	12 265 482	25 066 862
- Provisions	13	(890 647)	(309 468)
Clients et comptes rattachés	14	38 491 490	23 042 268
- Provisions	15	(2 962 625)	(2 719 169)
Autres actifs courants	16	25 205 078	19 229 243
- Provisions	17	(1 078 919)	(1 045 598)
Placements et autres actifs financiers	18	13 382 846	15 759 999
- Provisions	19	0	0
Liquidités et équivalents de liquidités	20	12 665 650	8 310 817
- Provisions	21	(462 008)	(462 008)
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		96 616 348	86 872 947
TOTAL DES ACTIFS		453 372 460	366 412 854

LIBELLES	Notes	31/12/2009	31/12/2008
CAPITAUX PROPRES			
Capital de la société HÔTEL MARHABA	22	847 710	847 710
Réserves consolidées	23	91 396 561	81 779 965

Résultat net de l'exercice (part du groupe)	24	6 986 710	9 110 574
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE		99 230 981	91 738 249
INTERETS MINORITAIRES			
Capitaux propres part des minoritaires	25	103 855 249	93 767 815
Résultat net de l'exercice part des minoritaires	26	9 991 440	12 245 056
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		213 077 670	197 751 120
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts	27	124 114 295	94 944 870
Autres passifs financiers	28	0	1 319 552
Impôts différés passifs	29	2 354 043	2 354 043
Provisions pour risques & charges	30	1 334 027	1 447 104
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		127 802 365	100 065 569
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	31	34 444 514	26 933 473
Autres passifs courants	32	16 373 788	14 007 803
Concours bancaires et autres passifs financiers	33	61 674 123	27 654 890
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		112 492 425	68 596 166
TOTAL DES PASSIFS		325 570 095	168 661 734
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		453 372 460	366 412 854

ETAT DE RESULTAT

LIBELLES	Notes	31/12/2009	31/12/2008
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus	34	159 396 673	160 808 034
Autres produits d'exploitation	35	3 045 673	1 741 489
Production immobilisée	36	181 556	281 510
Total des produits d'exploitation		162 623 902	162 831 033
CHARGES D'EXPLOITATION			
Variations des stocks de produits finis et des encours	37	(904 361)	1 515 556
Achats de marchandises consommées	38	0	0
Achats d'approvisionnements consommés	39	(70 898 508)	(81 499 749)

Charges de personnel	40	(32 533 161)	(27 101 935)
Dotations aux amortissements et aux provisions	41	(17 966 454)	(13 045 023)
Autres charges d'exploitation	42	(22 261 986)	(19 799 926)
Total des charges d'exploitation		(144 564 469)	(139 931 077)
RESULTAT D'EXPLOITATION		18 059 432	22 899 957
Charges financières nettes	43	(5 929 868)	(5 682 853)
Produits des placements	44	6 316 858	4 556 775
Autres gains ordinaires	45	259 029	1 553 370
Autres pertes ordinaires	46	(377 905)	(704 878)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT		18 327 545	22 622 372
Impôt sur les sociétés	47	(1 595 875)	(1 621 339)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT		16 731 670	21 001 033
Elements extraordinaires (Gains/Pertes)		0	0
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE		16 731 670	21 001 033
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE		16 731 670	21 001 033
Effets des modifications comptables (net d'impôt)		0	0
RESULTAT CONSOLIDE APRES MODIFICATIONS COMPTABLES		16 731 670	21 001 033
Quote part du résultat mis en équivalence		246 480	354 597
RESULTAT CONSOLIDE NET		16 978 150	21 355 630
Part du groupe		6 986 710	9 110 574
Part des minoritaires		9 991 440	12 245 056

Etat de flux de trésorerie

LIBELLES	31/12/2009	31/12/2008
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net de l'exercice (Part du groupe)	6 986 710	9 110 574
Résultat net de l'exercice (Part des minoritaires)	9 991 440	12 245 056
Ajustement pour :		
* Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-246 480	-354 597
* Amortissements et provisions	17 276 830	8 355 156
* Plus ou moins values de cessions	118 876	-1 420 562
* produits des placements	-4 924 786	-4 556 775
* Gains de changes	-586 935	-972 615
* Production immobilisée	-1 778 506	
* Quote-part des subventions d'investissements	-145 990	-107 474
* Variation des :		
- Stocks	12 801 380	-11 373 129
- Créances	-15 449 223	-5 450 607
- Autres actifs courants	-5 975 835	-14 878 294
- Fournisseurs	7 511 042	12 861 904

- Autres passifs courants	2 365 985	6 169 772
- Associés, opérations sur le capital	-1 620 150	
- Fournisseurs d'immobilisations	-5 560 526	
<u>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</u>	20 763 833	9 628 409
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-90 596 955	-94 604 389
Décassements provenant d'acquisition d'autres actifs non courants	0	-605 200
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	45 678	197 267
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-11 382 926	-6 665 141
Encaissements provenant des prêts aux personnels	-11 372	-10 064
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	6 736 449	6 103 987
Encaissements provenant des dividendes	4 924 786	4 556 775
<u>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</u>	-90 284 340	-91 026 765
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Paiement dividendes hors groupe	-1 553 587	-2 649 043
Encaissements provenant des emprunts	69 513 758	69 596 307
Remboursement des emprunts	-32 962 371	-13 136 613
Décassements sur comptes courants associés	0	0
Encaissements sur comptes courants associés	0	92 456
Encaissements suite à l'émission des actions	718 115	5 545 339
Encaissement provenant des subventions	118 298	60 769
<u>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</u>	49 217 060	59 509 214
-	-	-
<u>Incidence de variation de taux de change sur liquidités et équivalents de liquidité</u>	532 249	
-	-	-
<u>VARIATION DE TRESORERIE</u>	-19 771 198	-21 889 143
-	-	-
<u>VARIATION DE TRESORERIE</u>	-19 771 198	-21 889 143
-	-	-
Trésorerie au début de l'exercice	13 664 225	35 553 368
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-6 106 973	13 664 225

Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2009

1. INFORMATION GENERALE

MARHABA est un groupe de sociétés touristiques, agricoles et industrielles, opérant en Tunisie à travers des domaines d'activités différentes – tourisme, industrie de fluor et autres. Le groupe exerce ses activités sur le territoire tunisien, et il n'a aucune filiale étrangère.

La société mère du groupe est la Société Hôtelière Touristique et Balnéaire MARHABA, qui est une société anonyme ayant une activité touristique. La Société Hôtelière Touristique et Balnéaire MARHABA est établie et domiciliée à Sousse.

La Société Hôtelière Touristique et Balnéaire MARHABA est classée par le CMF comme étant une société faisant appel public à l'épargne.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODE D'EVALUATION

Les comptes sociaux des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2009, arrêtés selon les principes comptables tunisiens, ont servi de base pour l'établissement des états financiers consolidés.

Les comptes sociaux des sociétés : Acquaculture, Impérial Marhaba et SOPIT TOP Marhaba retenus pour l'établissement des états financiers consolidés, ne sont pas encore arrêtés par leurs conseils d'administrations respectifs.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

2.1 Principes de base

Les états financiers consolidés ont été préparés suivant les normes comptables tunisiennes. Les états financiers consolidés sont préparés selon la convention du coût historique, celle-ci étant modifiée pour tenir compte de la réévaluation de titres de transaction et placements immobiliers.

2.2 Participation dans les entreprises sous contrôles exclusifs

Les participations dans les entreprises sous contrôle exclusif sont comptabilisées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une société afin de tirer avantages de ses activités.

Il en résulte trois formes du contrôle exclusif :

A/ le contrôle exclusif de droit

Le contrôle exclusif de droit résulte de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre société, sauf si dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

B/ le contrôle exclusif contractuel

Le contrôle exclusif contractuel existe lorsque le groupe dispose directement ou indirectement :

- Du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres associés,
- Du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la société en vertu des statuts ou d'un contrat.

C/ le contrôle exclusif de fait

La société consolidante est présumée exercer un contrôle exclusif de fait sur une autre société lorsque les deux conditions suivantes sont simultanément remplies :

- Elle dispose directement ou indirectement d'une fraction supérieure à 40% des droits de vote,
- Aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction des droits de vote supérieur à la sienne.

Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date de leur cession. Toutes les transactions inter compagnies, soldes, pertes et profits sur les transactions à l'intérieur du Groupe ont été éliminées. Le cas échéant, les méthodes comptables des filiales sont modifiées afin d'assurer une homogénéité avec les méthodes du Groupe.

Une présentation distincte est faite des intérêts minoritaires.

La liste des filiales du groupe est fournie dans la note n°4. Les principales variations du périmètre de consolidation entre 2009 et 2008 sont présentées dans la note n°2.18

2.3 Participation dans les entreprises sous influences notables

Les participations dans les entreprises sous influence notable, hôtel SALEM et ACQUACULTURE, sont comptabilisées par mise en équivalence.

L'influence notable est celle par laquelle le Groupe a le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Elle peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de l'existence d'opérations interentreprises importantes ou de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise est présumée lorsque le groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de cette entreprise.

La comptabilisation par mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation dans l'entreprise sous influence notable.

2.4 Participations dans les entreprises sous contrôles conjoints

Les participations dans les entreprises sous contrôle conjoint, SAHRA DOUZ et SHERATON HAMMAMET, sont comptabilisées par intégration proportionnelle.

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploité en commun par un nombre limité d'actionnaires de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

Deux éléments sont essentiels à l'existence d'un contrôle conjoint :

- Aucun associé n'est susceptible à lui seul de pouvoir exercer un contrôle exclusif en imposant ses décisions aux autres.
- Un accord contractuel verbal ou écrit qui prévoit :
 - l'exercice du contrôle conjoint sur l'activité économique de l'entreprise exploitée en commun
 - l'établissement des décisions qui sont essentielles à la réalisation des objectifs de l'entreprise exploitée en commun et qui nécessitent le consentement de tous les associés ou actionnaires participant au contrôle conjoint.

La comptabilisation par intégration proportionnelle consiste à intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments constituant le patrimoine et le résultat de l'entreprise sous contrôle conjoint au prorata de la fraction représentative de la participation de l'entreprise détentrice des titres sans constatation des intérêts des minoritaires directs.

2.5 Monnaies étrangères

** Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des filiales étrangères :*

Le périmètre de consolidation n'inclut aucune filiale étrangère.

** Autres :*

Les transactions en monnaies étrangères effectuées par les sociétés du Groupe sont comptabilisées aux taux de change en vigueur à la date des transactions : les gains et pertes provenant du règlement de ces transactions et de la conversion des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat. Les soldes de ces transactions sont convertis aux taux de change de clôture sauf en cas de couverture par des contrats de change à terme où les taux de change contractuels sont alors utilisés.

2.6 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecarts d'acquisition » et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits à l'actif du bilan consolidé en déduction des écarts d'acquisition positifs même lorsque ceux-ci ne concernent pas la même entreprise consolidée et repris en résultat pour compenser les pertes ou les dépenses futures attendues et identifiées dans le plan d'acquisition.

2.7 Immobilisations incorporelles

Les dépenses liées à l'acquisition de logiciels, de brevets, marques et licences sont immobilisées et amorties sur une période de 3 ans. Les immobilisations incorporelles ne sont pas réévaluées. La valeur comptable nette de chaque immobilisation incorporelle est revue annuellement et ajustée en cas de dépréciation durable le cas échéant.

2.8 Placements

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur valeur du marché. La valeur du marché est calculée par référence aux cours de bourse moyens du mois de décembre de l'exercice en question.

Les investissements en actifs immobilisés, à l'exclusion des titres de transaction, sont comptabilisés au coût historique et une provision n'est constatée que lorsqu'il y a dépréciation durable. Dans ce cas, cette dépréciation est constatée en charge sur l'exercice pendant lequel la diminution a été identifiée.

Les augmentations et les diminutions de la valeur comptable des titres de transaction classés à court terme sont constatées dans le compte de résultat.

Lors de la cession d'un placement, la différence entre les produits nets de la vente et la valeur comptable est constatée au compte de résultat.

2.9 Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées à leur coût. Toutes les immobilisations corporelles sont valorisées au coût historique diminué de l'amortissement.

Certaines immobilisations corporelles sont réévaluées.

L'amortissement est déterminé linéairement sur la durée d'utilisation estimée.

Les terrains ne sont pas amortis et sont supposés avoir une durée de vie infinie.

Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à l'estimation de son montant recouvrable estimé, elle est ramenée immédiatement à son montant recouvrable.

Les gains et les pertes dégagés lors de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés par référence à leur valeur comptable et rentrent dans la détermination du résultat de l'exercice.

2.10 Subvention d'investissement

Les subventions reçues et liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles, sont classées en produits différés dans les dettes à moyen et à long terme et sont rapportées au résultat linéairement sur la durée de vie estimée des actifs concernés.

2.11 Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût le plus faible du coût historique et de la valeur réalisable nette. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré (CMP). Le coût des produits finis et des en-cours de production inclut le coût des matières premières, le coût de la main d'œuvre directe, les autres coûts directs et les frais généraux de production correspondant, mais exclut les charges d'intérêts. La valeur nette réalisable correspond au prix de vente estimé dans le cadre de l'activité normale, déduction faite des frais d'achèvement de la fabrication et des frais de distribution.

2.12 Créances d'exploitation

Les créances d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur de réalisation nette anticipée. Une estimation est effectuée pour les créances douteuses sur la base d'une revue des montants dus en fin d'année. Les créances irrécouvrables sont provisionnées au cours de l'année pendant laquelle elles sont identifiées.

Les créances libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes de change latentes sont inscrites dans le résultat.

2.13 Liquidités et équivalents de liquidités

Pour l'établissement de l'état de flux de trésorerie, les liquidités et les équivalents de liquidités se composent de la caisse, des dépôts à vue dans les banques, des placements en instruments monétaires cotés, nets des découverts bancaires.

2.14 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, qu'il est probable que la sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

2.15 Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report global fixe pour toutes les différences temporelles provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs. Les taux d'impôt ayant été retenus sont ceux du droit commun soit 30%.

Les principales différences temporelles sont liées à la réévaluation libre de certains actifs à long terme ainsi qu'aux pertes fiscales reportables et amortissements différés.

Les actifs d'impôts différés liés à des pertes reportables et aux amortissements différés non utilisées ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que des futurs bénéfices imposables seront disponibles sur lesquels pourront s'imputer les différences temporelles déductibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont présentés séparément des autres actifs et passifs dans le corps du bilan et dans les notes aux états financiers.

2.16 Constatation des produits

Les ventes sont constatées lors de la livraison des produits et après acceptation du client, le cas échéant, ou lorsque des services sont rendus, nettes des taxes sur les ventes et des rabais, et après élimination des ventes à l'intérieur du groupe.

2.17 Données comparatives

Le cas échéant, les données comparatives ont été ajustées pour être conformes aux changements de présentation de cette année. En particulier, les données comparatives ont été ajustées ou étendues afin de prendre en compte les dispositions requises par les normes comptables tunisiennes.

2.18 Faits marquants de l'exercice

- La libération de la dernière tranche de la participation à l'augmentation du capital de Sahra Douz par Marhaba et Tour Khalef pour respectivement 108.000 dinars et 247.000 dinars.
- La libération de la dernière tranche de la participation à l'augmentation du capital de la SMVDA Mraissa par Tour Khalef et Impérial Marhaba pour respectivement 600.000 dinars et 300.000 dinars.
- L'augmentation du capital de 550.000 dinars, réalisée en 2009, de la CTDJ JAWHARA a été souscrite par des actionnaires hors groupe.

L'impact des opérations ci-dessus mentionnées sur les pourcentages de contrôle du groupe se présente comme suit :

Sociétés	% de contrôle 2009	% de contrôle 2008	variation 2009/2008
Tej Marhaba	81,36%	80,09%	1,27%
Sahra Douz	39,49%	36,61%	2,88%
SMVDA M'raissa	76,97%	57,09%	19,87%
CTDT Jawhara	68,77%	71,46%	-2,69%

3. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009

3.1 Capitaux propres consolidés – part Groupe

	2009	2008
Capital	847.710	847.710
Réserves consolidées	91.396.561	81.779.965
Résultat de l'exercice – part du Groupe	6.986.710	9.110.574
Capitaux propres à la fin de l'exercice	99.230.981	91.738.249

Les détails des capitaux propres consolidés part du groupe 2009 se présentent comme suit :

Sociétés	Réserves consolidés au 31/12/2009	Résultat de l'exercice part de groupe au 31/12/2009	Capital social
MARHABA	29.269.648	900.974	847.710
TOUR KHALEF	26.850.777	1.048.706	
MARHABA PALACE	15.586.344	882.910	
ACQUACULTURE	3.002	807	
IMPERIAL MARHABA	-514.059	291.381	
ESSALAMA SICAF	309.561	340.935	
TEJ MARHABA	-2.652.527	23.503	
CLINIQUES LES OLIVIERS	3.131.096	423.806	
MARHABA BEACH	22.522.610	695.019	
MARHABA BELVEDERE	-1.059.460	2.249.058	
SOHOTO SALEM	3.741.925	245.674	
ICF	3.951.318	1.410.057	
BUANDERIE CENTRALE	-117.197	-71.861	
SAHRA DOUZ	-1.405.004	-297.646	
IMMOBILIERE MEDICALE	76.213	35.227	
SMVDA M'RAISSA	-2.250.284	-299.574	
IRM	53.802	44.791	
CTDT	-3.378.951	-761.901	
SHERATON HAMMAMET	-2.722.254	-175.154	
Total général =	91.396.561	6.986.710	847.710

3.2 Intérêts minoritaires

	2009	2008
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres	103.855.249	93.767.815
Intérêts minoritaires dans le résultat	9.991.440	12.245.056
Intérêts minoritaires à la fin de l'exercice	113.846.689	106.012.871

Les détails des intérêts minoritaires 2009 se présentent comme suit :

Sociétés	Intérêts des minoritaires dans les capitaux propres	Intérêts des minoritaires dans le résultat de l'exercice
TOUR KHALEF	18.487.622	706.157
MARHABA PALACE	27.756.309	1.438.094
IMPERIAL MARHABA	3.792.764	353.738
ESSALAMA SICAF	2.558.716	552.337

TEJ MARHABA	600.299	16.613
CLINIQUES LES OLIVIERS	3.260.734	409.686
MARHABA BEACH	10.458.530	317.610
MARHABA BELVEDERE	8.137.646	2.925.830
ICF	30.645.899	4.761.680
BUANDERIE CENTRALE	-27.848	-50.658
IMMOBILIERE MEDICALE	82.496	34.826
SMVDA M'RAISSA	-1.264.319	-307.183
IRM	485.696	124.616
CTDT	-1.169.294	-1.291.907
SOPIT TOP MARHABA	50.000	
Total général =	103.855.249	9.991.440

3.3 Chiffre d'affaires par société

Sociétés	2009	2008	Variation en valeur	Variation en %
Hôtel MARHABA	9.403.771	9.175.297	228.474	2,49%
Tour KHALEF	8.182.399	9.991.682	-1.809.283	-18,11%
MARHABA Palace	7.772.656	7.964.328	-191.672	-2,41%
Impérial MARHABA	9.342.122	7.442.188	1.899.934	25,53%
Tej MARHABA	9.424.608	9.231.955	192.653	2,09%
Cliniques les oliviers	6.759.135	6.345.938	413.197	6,51%
MARHABA Beach	5.613.779	5.775.727	-161.948	-2,80%
MARHABA Belvédère	32.910.008	25.994.323	6.915.685	26,60%
ICF	65.605.030	75.696.746	-10.091.716	-13,33%
Buanderie Centrale	15.891	0	15.891	100,00%
SAHRA DOUZ	559.902	125.258	434.644	347,00%
Immobilière médicale	273.584	258.756	14.828	5,73%
SMVDA M'RAISSA	1.287.091	1.749.249	-462.158	-26,42%
IRM	1.181.953	1.056.585	125.368	11,87%
CTDT JAWHARA	0	0	0	0,00%
Sheraton Hammamet	1.064.743	0	1.064.743	100,00%
	159.396.673	160.808.034	-1.411.361	-0,88%

4. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation
MARHABA	100,00%	100,00%	Intégration globale
TOUR KHALEF	59,76%	59,76%	Intégration globale
MARHABA PALACE	54,67%	38,04%	Intégration globale
ACQUACULTURE	22,55%	16,05%	Mise en équivalence
IMPERIAL MARHABA	63,11%	45,17%	Intégration globale
ESSALAMA SICAF	74,29%	38,17%	Intégration globale
TEJ MARHABA	81,36%	58,59%	Intégration globale
CLINIQUES LES OLIVIERS	71,33%	50,85%	Intégration globale
MARHABA BEACH	92,78%	68,64%	Intégration globale
MARHABA BELVEDERE	72,26%	43,46%	Intégration globale
SOHOTO SALEM	41,25%	24,31%	Mise en équivalence
ICF	41,89%	22,85%	Intégration globale

BUANDERIE CENTRALE	90,07%	58,65%	Intégration globale
SAHRA DOUZ	39,49%	28,42%	Intégration proportionnelle
IMMOBILIERE MEDICALE	98,57%	50,29%	Intégration globale
SMVDA M'RAISSA	76,97%	49,37%	Intégration globale
IRM	52,00%	26,44%	Intégration globale
CTDT	68,77%	37,10%	Intégration globale
SHERATON HAMMAMET	44,56%	25,28%	Intégration proportionnelle
SOPIT TOP MARHABA	98,04%	58,36%	Intégration globale

Les sociétés clinique Jawhara et Tunisie Pétrolium répondant aux caractéristiques de filiales n'ont pas été consolidées. Ces sociétés sont nouvellement constituées et ne sont pas en activités.

Notes à l'actif

NOTES	31/12/2009	31/12/2008
1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 165 113	10 085 679
Concessions de marques, brevets, licences	407 467	407 302
Logiciels	800 822	721 553
Fonds commercial	8 956 824	8 956 824
2. AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(1 042 451)	(984 148)
Concessions de marques, brevets, licences	(407 332)	(407 162)
Logiciels	(635 118)	(576 986)
3. ECART D'ACQUISITION	3 110 878	3 349 693
Ecart d'acquisition	3 110 878	3 349 693
4. AMORTISSEMENT ECART D'ACQUISITION	0	0
Amortissement ecart d'acquisition	0	0
5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	426 666 703	343 654 165
Terrains	24 545 695	24 556 429
Constructions	165 019 484	132 549 953
Installations techniques, matériel et outillages	151 911 862	151 812 438
Matériel de transport	4 033 735	3 359 038
Equipements de bureau et matériel informatique	7 367 602	5 047 488
Immobilisations corporelles encours	73 788 325	26 328 819
6. AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(167 091 126)	(153 745 620)
Constructions	(57 257 084)	(44 110 053)
Installations techniques, matériel et outillages	(101 641 720)	(103 361 688)
Matériel de transport	(2 839 091)	(2 287 821)
Equipements de bureau et matériel informatique	(5 353 231)	(3 986 058)
7. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	73 706 623	66 202 702
Titres de participations	73 201 310	65 715 527
Prêts	102 907	156 529
Dépôts et cautionnements versés	402 406	330 646
8. TITRES MIS EN EQUIVALENCE	6 806 491	6 561 205
Titres mis en équivalence	6 806 491	6 561 205

9. PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	(1 742 386)	(2 301 014)
Provisions pour dépréciation des participations	(1 742 386)	(2 285 943)
Provisions pour dépréciation des autres immobilisations	0	(15 071)
10. AUTRES ACTIFS NON COURANTS	1 513 628	675 840
Frais préliminaires	998 391	0
Charges à répartir	424 677	585 280
Frais d'émission et primes de remboursement des em	90 560	90 560
11. IMPOTS DIFFERES ACTIFS	4 662 640	6 041 405
Impôts différés actifs	4 662 640	6 041 405
12. STOCKS	12 265 482	25 066 862
Matières premières et fournitures liées	6 325 404	16 956 940
Autres approvisionnements	2 825 615	3 933 765
Stocks de produits	3 113 196	3 957 227
Stocks de marchandises	1 266	218 930
13. PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS	(890 647)	(309 468)
Provisions pour depreciation des matières première	(890 647)	(2 998)
Provisions pour depreciation des autres approvisio	0	(306 470)
14. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	38 491 490	23 042 268
Clients	35 021 969	19 067 614
Clients, effets à recevoir	102 201	158 797
Clients douteux ou litigieux	3 096 134	3 355 951
Créances sur travaux non encore facturables	0	80 097
Clients, produits non encore facturés (produits à	271 186	379 810
15. PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES CLIENTS	(2 962 625)	(2 719 169)
Provisions clients	(2 962 625)	(2 719 169)
16. AUTRES ACTIFS COURANTS	25 205 078	19 229 243
Fournisseurs débiteurs	709 439	2 211 478
Personnel, avances et acomptes	307 283	221 636
Personnel, œuvres sociales	12 403	1 830
Opérations particulières avec l'Etat, les collecti	0	278 297
Etat, impôts sur les bénéfices	3 384 114	1 608 528
Taxes sur le chiffre d'affaires déductible	14 162 346	3 810 070
Groupe	4 168	0
Associés, opérations sur le capital	0	1 620 150
Autres comptes débiteurs ou créditeurs	1 476 175	2 879 962
Produits à recevoir sur débiteurs divers	407 739	400 144
Compte d'attente	341 446	162 851
Différence de conversion sur éléments courants	0	148 530
Charges constatées d'avance	4 399 964	5 885 769
17. PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES AUTRES ACTIFS COURANTS	(1 078 919)	(1 045 598)
Provisions pour dépréciation des comptes débiteurs	(1 078 919)	(1 045 598)
18. PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS	13 382 846	15 759 999
Echéances à moins d'un an sur prêts non courants	114 163	140 800
Obligations	800 000	516

Bons du trésor et bons de caisse à court terme	9 918 683	1 750 000
Autres placements courants et créances assimilées	2 550 000	13 868 683
19. PROVISIONS SUR PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS	0	0
Provisions sur placements et autres actifs financi	0	0
20. LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES	12 665 650	8 310 817
Valeurs à l'encaissement	8 065 828	339 163
Banques	3 626 281	7 065 184
Caisse siège social	973 540	896 470
Virements internes	0	10 000
21. PROVISIONS POUR LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES	(462 008)	(462 008)
Provisions pour liquidités et équivalents de liquidités	(462 008)	(462 008)

Notes au passif

NOTES	31/12/2009	31/12/2008
22. CAPITAL DE LA SOCIETE	847 710	847 710
Capital social	847 710	847 710
23. RESERVES CONSOLIDEES	91 396 561	81 779 965
Réserves consolidées	91 396 561	81 779 965
24. RESULTAT NET DE L'EXERCICE (part du groupe)	6 986 710	9 110 574
Résultat net de l'exercice part du groupe	6 986 710	9 110 574
25. CAPITAUX PROPRES DES MINORITAIRES	103 855 249	93 767 815
Capitaux propres part des minoritaires	103 855 249	93 767 815
26. RESULTAT NET DE L'EXERCICE (part des minoritaires)	9 991 440	12 245 056
Résultat net de l'exercice part des minoritaires	9 991 440	12 245 056
27. EMPRUNTS	124 114 295	96 264 421
Emprunts auprès des établissements financiers (ass	122 830 976	93 632 371
Emprunts non assortis de suretés	0	1 312 499
Dépôts et cautionnements reçus	479 534	479 534
Autres emprunts et dettes	803 786	840 018
28. AUTRES PASSIFS FINANCIERS	0	0
Associés, opérations sur le capital	0	0
29. IMPOTS DIFFERES PASSIFS	2 354 043	2 354 043
Impôts différés passifs	2 354 043	2 354 043
30. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 334 027	1 447 104
Provisions pour risques	757 697	724 003
Provisions pour impôts	576 330	723 100
31. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	34 444 514	26 933 473
Fournisseurs d'exploitation	21 060 585	17 761 522
Fournisseurs d'exploitation, effets à payer	5 270 407	7 602 819
Fournisseurs d'immobilisations	5 933 747	373 222

Fournisseurs factures non parvenues	2 179 775	1 195 909
32. AUTRES PASSIFS COURANTS	16 373 788	14 007 803
Clients créditeurs	2 999 311	709 084
Personnel, rémunérations dues	1 483 307	787 666
Personnel, oppositions	304 024	232 284
Personnel, charges à payer	1 111 876	747 139
Personnel, provisions pour congé payé	173 266	599 922
Etat, impôts et taxes retenues à la source	663 954	581 480
Opérations particulières avec l'Etat, les collecti	58 185	0
Etat, impôts à liquider	1 470 997	438 960
Obligations cautionnées	0	18 000
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires à décaisser	757 827	944 851
Autres impôts, taxes et versements assimilés	801 478	(12 779)
Etat, charges à payer	18 913	137 472
Associés, comptes courants	289 628	233 950
Associés, dividendes à payer	253 368	372 795
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 053 466	1 222 270
Autres comptes débiteurs ou créditeurs	2 810 316	5 945 716
Diverses charges à payer	643 865	719 279
Différence de conversion sur éléments courants	130 136	37 289
Produits constatés d'avance	218 222	292 426
Provision courante pour risques et charges	131 650	0
33. CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	61 674 121	27 654 890
Echéances à moins d'un an sur emprunts non courants	24 492 920	16 602 288
Concours bancaires courants	4 022 160	7 016 540
Emprunts échus et impayés	162 500	131 443
Intérêts courus	841 071	655 884
Banques	32 155 469	3 248 735

Notes à l'état de résultat

NOTES	31/12/2009	31/12/2008
34. REVENUS	159 396 673	160 808 034
Ventes de produits finis	65 704 372	76 656 354
Etudes et prestations de services	93 272 095	83 423 002
Produits des activités annexes	527 830	728 800
RRR accordés par l'entreprise	(107 625)	(122)
35. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	3 045 673	1 741 489
Redevances pour concessions, brevets, marques, procédés, droits et valeurs similaires	436 439	0
Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles	393 803	370 651
Jetons de présence et rémunération d'administrateurs, gérants	4 500	9 500
Produits divers ordinaires liés à une modification comptable	88 823	210 644
Quote-parts des subventions d'investissements inscrites au résultat de l'exercice	145 990	107 474
Subventions d'exploitation	168 635	95 918
Subventions d'équilibre	0	19 026
Reprises sur amortissements et sur provisions	210 533	185 296
Transfert de charges	1 596 950	742 980

36. PRODUCTION IMMOBILISEE	181 556	281 510
Immobilisations corporelles	181 556	281 510
37. VARIATION DES STOCKS PRODUITS FINIS ET ENCOURS	(904 361)	1 515 556
Variation des stocks	(904 361)	1 515 556
38. ACHATS DE MARCHANDISES CONSOMMEES	0	0
Achats de marchandises	0	0
Variations des stocks de marchandises	0	0
39. ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES	(70 898 508)	(81 499 749)
Achats de matières premières et fournitures	(32 558 493)	(54 493 281)
Achats des autres approvisionnements	(8 328 851)	(14 606 010)
Achats d'études et de prestations de services	(4 918 829)	(11 572 356)
Achats de petits matériels, équipements et travaux	(313 591)	0
Achats non stockés de matières et fournitures	(8 601 774)	(5 921 276)
Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats	7 784	(473)
Variation des stocks de matières et fournitures	(15 956 331)	5 411 981
Variation des stocks des autres approvisionnements	(228 423)	(318 334)
40. CHARGES DU PERSONNEL	(32 533 161)	(27 101 935)
Salaires et compléments de salaires	(23 611 906)	(19 609 834)
Appointements et compléments d'appointements	(4 108 523)	(3 575 770)
Indemnités représentatives de frais	0	(157 383)
Rémunérations des administrateurs, associés	(552 350)	(523 239)
Charges connexes aux salaires, appointements et rémunérations	(266 917)	(359 713)
Charges sociales	(3 184 290)	(2 347 896)
Charges de personnel liés à une modification comptable	(147 937)	(10 607)
Autres charges du personnel et autres charges sociales	(661 237)	(517 491)
41. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(17 966 454)	(13 045 023)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(17 727 639)	(12 806 208)
Dotations aux amortissements de l'écart d'acquisition	(238 815)	(238 815)
42. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	(22 261 986)	(19 799 926)
Sous-traitance générale	(1 134 541)	(1 261 199)
Locations	(250 645)	(192 789)
Entretiens et réparations	(2 742 819)	(1 493 054)
Primes d'assurances	(400 966)	(325 965)
Etudes, recherches et divers services extérieurs	(5 309 643)	(8 261 958)
Autres charges liées à une modification comptable	(4 050)	(4 859)
Personnel extérieur à l'entreprise	(33 796)	(26 473)
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(4 786 698)	(3 161 830)
Publicité, publications, relations publiques	(666 864)	(531 971)
Transport de biens et transports collectifs du personnel	(2 032 189)	(1 282 975)
Déplacements, missions et réceptions	(855 518)	(698 386)
Frais postaux et frais de télécommunication	(387 504)	(275 814)
Services bancaires et assimilés	(503 435)	(251 156)
Autres services extérieurs liés à une modification comptable	(16 223)	(112 217)
Jetons de présence	(296 000)	(276 625)
Pertes sur créances irrécouvrables	(966)	(888)
Charges diverses ordinaires liées à une modification comptable	(14 447)	(8 337)
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	(1 289 775)	(387 936)

Autres impôts, taxes et versements assimilés	(1 535 905)	(1 245 493)
43. CHARGES FINANCIERES NETTES	(5 929 868)	(5 682 853)
Dotations aux provisions pour dépréciation des éléments financiers	(912 981)	(1 412 264)
Charges d'intérêts	(5 670 578)	(5 290 644)
Pertes de changes	(193 827)	(450 303)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	(748)
Autres charges financières	(85 566)	0
Charges financières liées à une modification comptable	0	(239)
Revenus des autres créances	26 126	399 939
Gains de changes	780 761	972 615
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières	121 580	95 627
Produits financiers liés à une modification comptable	4 616	3 165
44. PRODUITS DE PLACEMENTS	6 316 858	4 556 775
Revenus des titres de participations	3 785 852	3 269 159
Produits des autres immobilisations financières	128 565	35 523
Revenus de valeurs mobilières de placements	1 010 369	1 247 523
Reprises sur provisions - charges financières	1 392 072	4 571
45. AUTRES GAINS ORDINAIRES	259 029	1 553 370
Produits nets sur cessions d'immobilisations et autres gains sur éléments non récurrents	259 029	1 553 370
46. AUTRES PERTES ORDINAIRES	(377 905)	(704 878)
Charges nettes sur cessions d'immobilisations et autres pertes sur éléments non récurrents	(377 905)	(704 878)
47. IMPOTS SUR LES SOCIETES	(1 595 875)	(1 621 339)
Impôts sur les sociétés	(1 595 875)	(1 621 339)

Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés clos au 31 décembre 2009

Tunis, le 17 mai 2010

Messieurs les actionnaires de la
Société Hôtelière Touristique et Balnéaire Marhaba,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du groupe de la Société Hôtelière Touristique et Balnéaire Marhaba, comprenant le bilan au 31 décembre 2009, ainsi que l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et les notes aux états financiers.

Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs de 213.077.670 dinars y compris le bénéfice de l'exercice s'élevant à 16.978.150 dinars.

I- Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément à la loi relative au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

II- Responsabilité des commissaires aux comptes

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par la direction de votre société. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

III- Opinion

Nous certifions que les états financiers consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière du groupe de la Société Hôtelière Touristique et Balnéaire Marhaba au 31 décembre 2009, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

IV- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations données dans le rapport de gestion du groupe et dans les documents mis à la disposition des actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés.

Par ailleurs, nous n'avons pas d'observations significatives à formuler sur les systèmes de contrôle interne du groupe.

Sté Conseil & Audit membre de
L'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

Cabinet Radhouen ZARROUK
Consulting

Abdelaziz KRAMTI

Radhouen ZARROUK